



CHAPITRE 37

Loi des producteurs agricoles

[Sanctionnée le 30 mai 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation: 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivantes signifient ou désignent:

« association »; a) « association »: une confédération constituée en vertu de la Loi des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1964, chapitre 146) et groupant des syndicats, des syndicats spécialisés, des fédérations ou des fédérations spécialisées;

« association accréditée »; b) « association accréditée »: l'association reconnue par la Régie comme association représentante de l'ensemble des producteurs du Québec;

« fédération »; c) « fédération »: une fédération visée à l'article 18 de la Loi des syndicats professionnels et constituée de syndicats;

« fédération spécialisée »; d) « fédération spécialisée »: une fédération composée exclusivement de syndicats spécialisés;

« syndicat »; e) « syndicat »: un syndicat, autre qu'un syndicat spécialisé, formé en vertu de la Loi des syndicats professionnels, dont les membres sont des producteurs et qui a comme objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des producteurs de façon générale;

CHAPTER 37

Farm Producers Act

[Assented to 30th May 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

Interprétation: 1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean or designate:

(a) "association": a confederation constituted under the Professional Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 146) which groups syndicates, specialized syndicates, federations or specialized federations;

(b) "certified association": the association recognized by the Board as representing all producers in the province of Québec;

(c) "federation": a federation contemplated in section 18 of the Professional Syndicates Act and composed of syndicates;

(d) "specialized federation": a federation consisting exclusively of specialized syndicates;

(e) "syndicate": a syndicate other than a specialized syndicate, constituted under the Professional Syndicates Act, whose members are producers and whose object is the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the producers generally;

« syndicat
spécialisé »;

f) « syndicat spécialisé »: un syndicat formé en vertu de la Loi des syndicats professionnels, dont les membres sont des producteurs et qui a comme objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des producteurs, principalement en fonction d'une production agricole particulière ou d'une phase particulière de l'activité de ces producteurs;

« mise
en
marché »;

g) « mise en marché »: la mise en marché au sens de l'article 1 de la Loi des marchés agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 120);

« office »;

h) « office »: tout organisme chargé d'appliquer un plan conjoint;

« plan
con-
joint »;

i) « plan conjoint »: un plan de producteurs établi en vertu de la Loi des marchés agricoles et approuvé par la Régie, y compris les règlements qui s'y rattachent;

« produc-
teur »;

j) « producteur »: une personne engagée dans la production d'un produit agricole sauf:

i. une personne engagée dans cette production à titre de salarié au sens du Code du travail;

ii. une personne qui exploite la forêt sauf quand elle exploite la partie boisée de sa ferme;

iii. un individu engagé dans la production d'un produit agricole consommé entièrement par lui-même et les membres de sa famille;

iv. une personne dont la production agricole destinée à la mise en marché est d'une valeur annuelle inférieure à mille dollars;

« produit
 agrico-
le »;

k) « produit agricole »: tout produit de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aviculture ou de la forêt, à l'état brut ou transformé, partiellement ou entièrement, par le producteur, y compris, entre autres, les animaux de ferme et de basse-cour, vivants ou abattus, la viande de ces animaux, les volailles, les oeufs, la laine, les produits laitiers, les grains, les fruits, les légumes, les produits de l'érable, le miel, le tabac, le bois, les breuvages ou articles d'alimentation provenant de produits de l'agriculture et toute autre denrée agricole désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil;

(f) "specialized syndicate": a syndicate constituted under the Professional Syndicates Act, whose members are producers and whose object is the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the producers principally as regards special farm production or a special phase in such producers' activities;

(g) "marketing": marketing within the meaning of section 1 of the Agricultural Marketing Act (Revised Statutes, 1964, chapter 120);

(h) "board": any body entrusted with the application of a joint plan;

(i) "joint plan": any producers' plan established under the Agricultural Marketing Act and approved by the Board, including the regulations relating to it;

(j) "producer": a person engaged in the production of a farm product except:

i. a person engaged in such production as an employee within the meaning of the Labour Code;

ii. a person who exploits the forest, except when he exploits a wooded portion of his farm;

iii. an individual engaged in the production of a farm product consumed entirely by himself and the members of his family;

iv. a person whose farm production intended for marketing has an annual value of less than one thousand dollars;

(k) "farm product": any agricultural, horticultural, avicultural or forest product, in its raw state or partly or wholly transformed by the producer, including, among other things, farm and farm-yard animals, alive or slaughtered, the flesh of such animals, poultry, eggs, wool, dairy products, grain, fruits, vegetables, maple products, honey, tobacco, wood, beverages or foodstuffs derived from agricultural products and any other agricultural commodity designated by the Lieutenant-Governor in Council;

« produit commercialisé »; 1) « produit commercialisé »: un produit agricole auquel s'applique un plan conjoint;

« Régie ». m) « Régie »: la Régie des marchés agricoles du Québec.

(1) "marketed product": any farm product to which a joint plan applies; "marketed product";

(m) "Board": the Québec Agricultural Marketing Board.

SECTION II

DROIT D'ASSOCIATION

2. Un producteur a droit d'appartenir à un syndicat de son choix; il a également droit d'appartenir à un syndicat spécialisé de son choix pourvu qu'il soit composé de producteurs engagés dans la même production agricole que la sienne. Cette appartenance lui permet de participer aux activités et à l'administration de ce syndicat ou de ce syndicat spécialisé.

3. Tout membre d'un syndicat ou d'un syndicat spécialisé peut démissionner en transmettant un avis écrit au secrétaire ou au président. Sa démission prend effet à compter de la réception d'un tel avis.

4. Un syndicat est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une fédération; un syndicat spécialisé est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une fédération spécialisée et une fédération ou une fédération spécialisée est libre d'adhérer ou de ne pas adhérer à une association accréditée.

SECTION III

ACCREDITATION

5. Toute association qui veut être accréditée pour représenter les producteurs doit transmettre à la Régie une requête à cette fin et y joindre une copie certifiée conforme de ses règlements et d'une résolution l'autorisant à présenter une telle requête.

6. Lorsqu'une requête ainsi que les documents visés à l'article 5 sont présentés à la Régie, celle-ci doit s'assurer du caractère représentatif de l'association en regard des producteurs et s'assurer que les règlements de cette association:

a) ne contiennent aucune disposition ayant pour effet d'empêcher injustement soit un producteur d'être membre d'un

2. A producer has the right to belong to a syndicate of his choice; he also has the right to belong to a specialized syndicate of his choice provided that it consists of producers engaged in the same form of production as himself. Such membership shall allow him to participate in the activities and management of such syndicate or such specialized syndicate.

3. Every member of a syndicate or specialized syndicate may resign by sending a written notice to the secretary or the president. His resignation shall take effect upon receipt of such a notice.

4. A syndicate is free to belong or not to belong to a federation; a specialized syndicate is free to belong or not to belong to a specialized federation, and a federation or specialized federation is free to belong or not to belong to a certified association.

DIVISION III

CERTIFICATION

5. Every association which wishes to be certified to represent producers must send a petition for such purpose to the Board together with a certified true copy of its by-laws and of a resolution authorizing it to present such petition.

6. When a petition and the documents contemplated in section 5 are presented to the Board, it must assure itself of the representative nature of the association as regards the producers, and assure itself that the by-laws of such association:

(a) contain no provision unjustly preventing a producer from being either a member of a syndicate or of a specialized

syndicat ou d'un syndicat spécialisé, soit un syndicat ou un syndicat spécialisé d'être membre d'une fédération ou d'une fédération spécialisée, soit une fédération ou une fédération spécialisée d'être membre de l'association;

b) prévoient les conditions de l'affiliation d'une fédération ou d'une fédération spécialisée à l'association;

c) prévoient le droit des producteurs qui sont membres de syndicats ou de syndicats spécialisés affiliés à des fédérations ou à des fédérations spécialisées qui sont membres de l'association, d'assister et de voter, soit directement ou par l'intermédiaire de délégués, aux assemblées de l'association;

d) confèrent le droit à dix pour cent des producteurs qui sont membres de syndicats ou de syndicats spécialisés affiliés à des fédérations ou des fédérations spécialisées qui adhèrent à l'association d'obtenir la tenue d'une assemblée générale spéciale de l'association.

syndicate, a syndicate or specialized syndicate from being a member of a federation or of a specialized federation, or a federation or specialized federation from being a member of the association;

(b) provide for the conditions of affiliation of a federation or a specialized federation with the association;

(c) provide for the right of producers who are members of syndicates or of specialized syndicates affiliated to federations or to specialized federations which are members of the association to attend and vote at meetings of the association either directly or through delegates;

(d) grant to ten per cent of the producers who are members of syndicates or of specialized syndicates affiliated with federations or specialized federations belonging to the association the right to hold a special general meeting of the association.

Condi-
tions
d'accré-
ditation.

7. Une association qui demande l'accréditation doit établir, à la satisfaction de la Régie et par le mode de preuve que cette dernière juge approprié, qu'elle représente la majorité des producteurs du Québec. Aux fins de s'assurer de ce caractère représentatif, la Régie peut procéder à des enquêtes auprès des producteurs.

7. An association applying for certification must establish, to the satisfaction of the Board and by the mode of proof which the Board considers appropriate, that it represents a majority of the producers of the province of Québec. For the purposes of ensuring itself of its representative nature, the Board may make inquiries among the producers.

Condi-
tions for
certifica-
tion.

Octroi
de l'accré-
ditation.

8. Lorsqu'une association qui demande l'accréditation établit son caractère représentatif et remplit les autres conditions prévues à la présente loi, la Régie doit lui conférer l'accréditation.

8. When an association applying for certification establishes its representative nature, and fulfils the other conditions prescribed in this act, the Board must grant it certification.

When
certifica-
tion
granted.

Restric-
tion.

Une seule association peut être accréditée.

Only one association may be certified.

Restric-
tion.

Entrée en
vigueur.

9. L'accréditation entre en vigueur à compter de la publication par la Régie d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec* ou de toute date ultérieure qui y est indiquée et elle reste en vigueur tant qu'elle n'est pas révoquée conformément à la présente loi.

9. The certification shall come into force upon publication by the Board of a notice in the *Québec Official Gazette* or on any later date indicated therein, and shall remain in force unless cancelled in accordance with this act.

Coming
into force.

Approba-
tion des
règle-
ments.

10. Les règlements d'une association qui demande l'accréditation doivent être approuvés par la Régie avant l'accrédita-

10. The by-laws of any association applying for certification must be approved by the Board before certification. No

Prior
approval
of by-law.

tion; toute modification de tels règlements d'une association en instance d'accréditation ou d'une association accréditée n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvée par la Régie.

Adoption. Ces règlements, de même que toute résolution visée par la présente loi, doivent être adoptés par l'assemblée générale de l'association.

amendment of such by-laws of an association applying for certification or of a certified association shall come into force until approved by the Board.

Such by-laws, and any resolution contemplated by this act, must be passed by a general meeting of the association.

General meeting.

SECTION IV

RÉFÉRENDUMS

Formalités.

11. Tout référendum prévu par la présente loi est tenu par la Régie qui doit dresser la liste des producteurs ayant droit de vote et faire des règlements pour déterminer la date et les modalités du référendum et notamment:

a) les endroits où la liste des producteurs peut être consultée;

b) le délai accordé à toute personne qui croit être un producteur et dont le nom n'apparaît pas sur cette liste, pour faire des représentations auprès de la Régie;

c) le délai accordé pour contester la qualité de producteur de toute personne dont le nom apparaît sur cette liste;

d) les formalités pour rendre publique la liste définitive des producteurs.

Liste définitive.

12. Après l'accomplissement des formalités prévues aux règlements adoptés en vertu de l'article 11, la Régie dresse la liste définitive des producteurs ayant droit à un vote au référendum et elle la rend publique. Cette liste ne peut être contestée.

Requête pour percevoir les cotisations, etc.

13. Sur requête d'une association accréditée qui veut être investie du pouvoir de percevoir les cotisations et contributions obligatoires visées aux sections VIII et IX, la Régie doit ordonner la tenue d'un référendum.

Bulletin de vote.

Lors d'un tel référendum, la Régie doit, dans le bulletin de vote, demander à chaque producteur s'il veut que l'association soit investie de ce pouvoir.

Résumé explicatif.

La Régie doit porter à la connaissance des producteurs, avant le référendum, un résumé explicatif desdites sections VIII et IX.

DIVISION IV

REFERENDUMS

11. Every referendum provided for by this act shall be held by the Board which must prepare the list of producers entitled to vote and make by-laws to determine the date and the terms and conditions of the referendum and in particular:

Board to hold referendum, etc.

(a) the places where the list of producers may be examined;

(b) the delay granted to every person who believes that he is a producer and whose name does not appear on such list, to make representations with the Board;

(c) the delay granted to contest the capacity of producer of every person whose name appears on such list;

(d) the formalities to make public the final list of producers.

12. After fulfilling the formalities provided for in the by-laws passed under section 11, the Board shall prepare the final list of the producers entitled to one vote at the referendum and shall make it public. Such list shall not be contested.

Final list of producers.

13. On a petition by a certified association that wishes to have the power to collect the compulsory assessments and contributions contemplated in Divisions VIII and IX, the Board must order a referendum to be held.

Petition to collect assessments, etc.

In such referendum, the Board shall, in the ballot-paper, ask each producer whether he wishes the association to have such power.

Question on ballot paper.

The Board must, before the referendum, give the producers an explanatory summary of Divisions VIII and IX.

Explanatory summary.

Pourcentage de votants.

14. Pour que tout référendum visé par la présente loi soit considéré comme valable par la Régie, au moins soixante pour cent des producteurs doivent se prévaloir de leur droit de vote.

14. For any referendum contemplated in this act to be considered valid by the Board, at least sixty per cent of the producers must avail themselves of the right to vote.

Vote favorable des deux tiers.

15. Sous réserve de l'article 14, dans un référendum tenu en vertu de l'article 13, une réponse affirmative des deux tiers des producteurs qui se sont prévalus de leur droit de vote, doit être considéré par la Régie comme un vote favorable aux fins de l'application des sections VIII et IX à l'égard de l'association accréditée.

15. Subject to section 14, in a referendum held under section 13, an affirmative answer of two-thirds of the producers who have availed themselves of the right to vote must be considered by the Board a favourable vote for the purpose of the application of Divisions VIII and IX with respect to the certified association.

Requête ultérieure.

16. Une association accréditée qui à la suite d'un référendum n'a pas été investie du pouvoir de prélever une cotisation et une contribution obligatoire de la manière déterminée aux sections VIII et IX peut, après l'expiration de trois années à compter de ce référendum, présenter une requête à cette fin à la Régie ainsi que la copie certifiée d'une résolution l'autorisant à présenter une telle requête.

16. A certified association which following a referendum has not been vested with the power of levying an assessment and a compulsory contribution in the manner determined in Divisions VIII and IX may, after the expiry of three years from such referendum, present a petition for that purpose to the Board with a certified copy of a resolution authorizing it to present such petition.

Ordre de référendum.

La Régie doit alors ordonner la tenue d'un référendum pour établir si les deux tiers des producteurs qui se prévalent de leur droit de vote, veulent que lesdites sections s'appliquent à l'association accréditée, le tout sous réserve des dispositions de l'article 14.

The Board shall then order a referendum to be held to establish whether two-thirds of the producers who have availed themselves of the right to vote, wish such divisions to apply to the certified association, the whole subject to section 14.

Applications de sections.

17. Lorsque, dans un référendum tenu en vertu des articles 13 ou 16, les producteurs se prononcent en faveur de l'application des sections VIII et IX, ces sections s'appliquent à compter de la publication par la Régie d'un avis dans la *Gazette officielle du Québec* ou de toute date ultérieure qui y est indiquée.

17. Whenever, in a referendum held under section 13 or 16, the producers decide in favour of the application of Divisions VIII and IX, such divisions shall apply from the publication by the Board of a notice in the *Québec Official Gazette* or from any later date indicated therein.

Renseignements.

18. La Régie peut, pour les fins d'un référendum, prescrire toute mesure nécessaire pour renseigner les producteurs sur les dispositions de la présente loi.

18. The Board may, for the purpose of a referendum, prescribe any measure necessary to inform the producers respecting the provisions of this act.

SECTION V

EFFETS DE L'ACCRÉDITATION

Droits, etc.

19. L'accréditation confère à une association les droits, pouvoirs et devoirs suivants:

DIVISION V

EFFECTS OF CERTIFICATION

19. Certification shall confer upon an association the following rights, powers and duties:

a) promouvoir, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres et des producteurs et à ces fins, agir de façon générale comme porte-parole des producteurs;

b) représenter les producteurs en général auprès des pouvoirs publics, de toute agence, régie, commission ou groupement, chaque fois qu'il est de l'intérêt général des producteurs de le faire, et coopérer avec tout organisme poursuivant des fins similaires;

c) concilier et coordonner les activités des différentes fédérations, fédérations spécialisées, syndicats, et syndicats spécialisés affiliés ainsi que celles de leurs membres et les intérêts particuliers des producteurs avec le bien commun des producteurs en général;

d) faire des recherches et des études en rapport avec la production et la mise en marché des produits agricoles et avec toute matière pouvant affecter les conditions économiques et sociales de ses membres et des producteurs;

e) accepter l'affiliation d'une fédération ou d'une fédération spécialisée ou, selon le cas, d'un syndicat ou d'un syndicat spécialisé;

f) sous réserve de l'article 17, établir, prélever, recevoir et redistribuer les cotisations et contributions conformément aux sections VIII et IX.

SECTION VI

RÉVOCATION

Perte de caractère représentatif.

Révocation si conditions non remplies, etc.

20. La Régie doit, après lui avoir fourni l'occasion d'être entendue, révoquer l'accréditation d'une association qui n'a plus le caractère représentatif nécessaire.

La Régie peut également, d'office, révoquer l'accréditation d'une association, après lui avoir donné l'occasion d'être entendue, si cette association ne remplit plus les autres conditions prévues pour l'obtention de l'accréditation ou si elle contrevient à la présente loi, à une ordonnance ou un règlement adopté en vertu de cette loi ou à une décision pertinente de la Régie.

Révocation de pouvoirs.

21. La Régie peut, après la tenue d'un référendum sujet aux conditions prévues à

(a) to promote, defend and develop the economic, social and moral interests of its members and of the producers and for such purpose act generally as the spokesman for the producers;

(b) to represent the producers generally as regards the public authorities and any agency, board, commission or group, whenever it is in the general interest of the producers to do so, and cooperate with any organization pursuing similar purposes;

(c) to conciliate and coordinate the activities of the different federations, specialized federations, syndicates and specialized affiliated syndicates, and of their members and the special interests of the producers with the common welfare of the producers generally;

(d) to carry out research and studies in relation to the production and marketing of farm products and to any matter which may affect the economic and social conditions of its members and producers;

(e) to accept the affiliation of a federation or of a specialized federation or, as the case may be, of a syndicate or specialized syndicate;

(f) subject to section 17, to establish, levy, receive and redistribute the assessments and contributions under Divisions VIII and IX.

DIVISION VI

REVOCATION

20. The Board shall, after giving it an opportunity to be heard, revoke the certification of an association which no longer has the necessary representative character.

Revocation of certification.

The Board may also, *ex officio*, revoke the certification of an association, after giving it an opportunity to be heard, if such association no longer fulfils the other conditions contemplated for obtaining certification or if it contravenes this act, an order or a regulation made under such act or a relevant decision of the Board.

Id., *ex officio*.

21. The Board may, after a referendum is held, subject to the conditions

Id., after referendum.

l'article 14, révoquer le pouvoir d'une association accréditée de se prévaloir des sections VIII et IX lorsque les producteurs se prononcent en faveur de cette révocation dans la même proportion des votes que celle prévue pour la mise en application desdites sections.

Délai
de révoca-
tion.

22. Une révocation visée au premier alinéa de l'article 20 ou à l'article 21 ne peut être faite par la Régie que dans les quatre-vingt-dix jours qui précèdent immédiatement l'expiration d'une période de deux ans à compter de l'accréditation ou, selon le cas, de l'application des sections VIII et IX et, par la suite, dans le même délai précédant immédiatement l'expiration de chaque période additionnelle de deux ans.

Effet
sur publi-
cation
d'un avis.

Toute révocation visée aux articles 20 ou 21 devient exécutoire à la date de la publication par la Régie d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

provided for in section 14, revoke the power of a certified association to avail itself of Divisions VIII and IX when the producers declare that they are in favour of such revocation in the same proportion of votes as that provided for the carrying out of the said divisions.

22. A revocation contemplated in the first paragraph of section 20 or in section 21 shall be made by the Board only within ninety days immediately preceding the expiry of a period of two years from the certification or, as the case may be, the application of Divisions VIII and IX and subsequently within the same delay immediately preceding the expiry of each additional period of two years.

Delay for
revoca-
tion.

Every revocation contemplated in section 20 or 21 shall become executory on the publication by the Board of a notice for that purpose in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is indicated therein.

When
execu-
tory.

SECTION VII

AFFILIATION

Condi-
tions
fixées par
règle-
ments.

23. Les règlements d'une association qui demande l'accréditation doivent prescrire les conditions que doivent remplir les fédérations et les fédérations spécialisées pour s'affilier à une telle association.

Accepta-
tion d'affi-
liation.

24. L'association accréditée doit accepter l'affiliation de toute fédération ou fédération spécialisée qui remplit les conditions déterminées par les règlements de cette association.

Causes
de révo-
cation.

25. L'affiliation peut être révoquée par l'association accréditée si une fédération ou une fédération spécialisée ne se conforme pas à la présente loi, à une ordonnance ou à un règlement adopté en vertu de cette loi ou à une décision pertinente de la Régie.

Appel.

26. Il y a appel à la Régie de toute décision d'une association accréditée refusant ou révoquant l'affiliation. Cet appel doit être fait par la fédération ou la fédération spécialisée dont l'affiliation est

DIVISION VII

AFFILIATION

23. The by-laws of an association which apply for certification must prescribe the conditions which the federations and specialized federations must fulfil to affiliate with such association.

By-laws
to pre-
scribe
condi-
tions.

24. The certified association must accept the affiliation of any federation or specialized federation which fulfils the conditions determined by the by-laws of such association.

Accept-
ance of
affiliation.

25. The affiliation may be revoked by the certified association if a federation or a specialized federation does not comply with this act, an order or a regulation made under such act or a relevant decision of the Board.

Revoca-
tion of
applica-
tion.

26. An appeal shall lie to the Board from any decision of a certified association refusing or revoking the affiliation. Such appeal must be made by the federation or specialized federation whose affiliation is

Appeal.

refusée ou révoquée, par un avis écrit transmis à la Régie dans les trente jours suivant la réception de la décision écrite de l'association accréditée.

Décision
rendue
d'office.

La Régie peut, à la demande de la fédération ou fédération spécialisée intéressée, rendre d'office une décision sur une demande d'affiliation lorsqu'une association accréditée a négligé ou a omis de se prononcer par écrit dans les trente jours de la réception d'une telle demande.

Suspension
d'exécution.

Tout appel à la Régie suspend l'exécution de la décision de l'association accréditée révoquant l'affiliation.

Décision
finale.

Toute décision de la Régie en vertu du présent article est finale et exécutoire.

Effets
de l'affiliation.

27. Par l'affiliation, une fédération ou une fédération spécialisée devient membre de l'association accréditée et elle a droit d'assister aux assemblées de l'association accréditée et d'y voter par l'entremise du nombre de délégués déterminé en vertu des règlements de l'association relatifs à l'affiliation.

Droit
à une
part des
cotisations.

28. Dans le cas où les sections VIII et IX s'appliquent à l'association accréditée, l'affiliation donne droit à la fédération ou à la fédération spécialisée et aux syndicats ou syndicats spécialisés qui la composent, de recevoir de l'association accréditée une part des cotisations des producteurs conformément aux articles 31, 32 et 33.

Fin de
l'affiliation.

29. Une fédération ou fédération spécialisée peut mettre fin à son affiliation en transmettant à l'association accréditée une copie certifiée d'une résolution à cette fin, au moins trente jours avant la date indiquée dans cette résolution pour mettre fin à l'affiliation.

refused or revoked, by a written notice sent to the Board within thirty days following receipt of the written decision of the certified association.

The Board may, at the request of the interested federation or specialized federation, *ex officio* render a decision on an application for affiliation when a certified association has neglected or omitted to pronounce upon it in writing within thirty days after receipt of such application.

Decisions
ex officio.

Any appeal to the Board shall suspend execution of the decision of the certified association revoking the affiliation.

Execution
suspended.

Every decision of the Board under this section shall be final and executory.

Decision
final.

27. Through affiliation, a federation or specialized federation shall become a member of the certified association and be entitled to attend the meetings of such certified association and to vote thereat through such number of delegates as are determined by the by-laws of the association respecting affiliation.

Membership
rights
through
affiliation.

28. In cases where Divisions VIII and IX apply to the certified association, affiliation shall entitle the federation or specialized federation and the syndicates or specialized syndicates which are members of it, to receive from the certified association a share of assessments of producers in accordance with sections 31, 32 and 33.

Right to
receive
share
of assessments.

29. Any federation or specialized federation may terminate affiliation by sending the certified association a certified copy of a resolution for that purpose at least thirty days before the date referred to in such resolution to terminate affiliation.

Termination
of
affiliation.

SECTION VIII

COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Dépenses
défrayées
à même
les cotisations

30. Sous réserve de l'article 17, les dépenses de l'association accréditée sont défrayées au moyen de cotisations des producteurs et de contributions des fédérations et des fédérations spécialisées ainsi que de contributions des syndicats spécia-

DIVISION VIII

ASSESSMENTS AND CONTRIBUTIONS

30. Subject to section 17, the expenses of the certified association shall be paid by assessments from the producers and contributions from the federations and specialized federations and from those specialized syndicates which are not mem-

Expenses
paid by
assessments,
etc.

lisés qui ne sont pas membres de fédérations spécialisées; les contributions peuvent être acquittées à même les deniers perçus par les offices en vertu du sous-paragraphe *h* de l'article 21 et du sous-paragraphe *b* de l'article 47 de la Loi des marchés agricoles.

bers of specialized federations; the contributions may be paid out of the moneys collected by the boards under subparagraph *h* of section 21 and paragraph *b* of section 47 of the Agricultural Marketing Act.

Montant des cotisations.

31. Le montant des cotisations et des contributions visées à l'article 30 et les modalités de paiement sont déterminées par règlement de l'association accréditée.

31. The amount of the assessment and fees contemplated in section 30 and the terms and conditions of payment shall be determined by by-law of the certified association.

Amount of assessment.

Cotisation annuelle fixe.

Le règlement doit fixer une cotisation annuelle fixe exigible de chaque producteur par l'association accréditée. Sous réserve de l'article 35, le maximum d'une telle cotisation ne doit pas excéder quinze dollars.

The by-law shall determine a fixed annual assessment exigible from each producer by the certified association. Subject to section 35, the maximum amount of such assessment shall not exceed fifteen dollars.

Fixed annual assessment.

Montant fixe ou variable pour contributions.

Les contributions payables à l'association accréditée par les fédérations et les fédérations spécialisées et par les syndicats spécialisés visés à l'article 30, peuvent être d'un montant fixe ou variable selon la nature, l'importance et l'étendue des services qui leur sont rendus par l'association accréditée, le nombre de leurs membres ou le nombre de producteurs intéressés, directement ou indirectement, par leurs activités.

Contributions payable to the certified association by federations and specialized federations and by the specialized syndicates contemplated in section 30 may be in a fixed or variable amount according to the nature, importance and extent of the services rendered to them by such certified association, the number of their members or the number of producers directly or indirectly affected by their activities.

Contributions payable in fixed or variable amount.

Maximum.

Dans le cas d'un office, les contributions ne doivent pas, sous réserve de l'article 35, excéder vingt pour cent des montants exigibles des producteurs soumis au plan conjoint en vertu du sous-paragraphe *h* de l'article 21 et du sous-paragraphe *b* de l'article 47 de la Loi des marchés agricoles.

In the case of a board, contributions shall not exceed, subject to section 35, twenty per cent of the amounts exigible from the producers subject to the joint plan under subparagraph *h* of section 21 and paragraph *b* of section 47 of the Agricultural Marketing Act.

Maximum amount.

Règlements exécutoires.

32. Les règlements visés à l'article 31 sont exécutoires à l'égard de toute fédération ou fédération spécialisée, qu'elle soit affiliée ou non, ainsi qu'à l'égard de tout producteur membre ou non d'un syndicat ou syndicat spécialisé affilié ou non à une fédération ou fédération spécialisée. Ils sont également exécutoires à l'égard des syndicats spécialisés visés à l'article 30.

32. The by-laws contemplated in section 31 shall be executory as regards any federation or specialized federation, whether affiliated or not, and as regards any producer who is or is not a member of any syndicate or specialized syndicate affiliated or not affiliated with a federation or specialized federation. They shall also be executory as regards the specialized syndicates contemplated in section 30.

By-laws, executory.

Quote-part.

33. L'association accréditée doit, par règlement, déterminer la quote-part de chaque cotisation qu'elle doit verser respectivement aux fédérations ou fédérations spécialisées affiliées et aux syndicats qui les

33. The certified association shall, by by-law, determine the aliquot share of each assessment it must pay respectively to the federations or affiliated specialized federations and the syndicates which are

Aliquot share.

composent, en compensation des services qu'ils rendent aux producteurs.

Exception si quote-parts établies.

Dans le cas d'un office et des syndicats spécialisés qui le composent, l'association accréditée peut se dispenser de déterminer une telle quote-part si le règlement qui prescrit la contribution exigible de l'office mentionne expressément qu'il a été tenu compte dans l'établissement de cette contribution des quote-parts qui pourraient revenir, en vertu du présent article, à cet office et aux syndicats qui le composent.

members thereof, as compensation for the services they render to producers.

In the case of a board and of the specialized syndicates which are members of it, the certified association may dispense with determining such aliquot share if the by-law prescribing the assessment exigible from the board expressly mentions that in determining such assessment, consideration has been given to the aliquot shares which may be returned under this section to such board and to the syndicates which are members of it.

Determination of aliquot share dispensed with.

Approbation des règlements, etc.

34. Tout règlement adopté en vertu de l'article 31 doit être approuvé par la Régie et entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

34. Every by-law made under section 31 must be approved by the Board and shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date indicated therein.

Approval of by-laws, etc.

Augmentation des contributions.

35. L'association accréditée peut, par règlement, augmenter les maxima des cotisations ou des contributions visés à l'article 31. Ce règlement doit être approuvé par la Régie et entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

35. The certified association may, by by-law, increase the maximum amounts of the assessments or contributions contemplated in section 31. Such by-law must be approved by the Board and shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is indicated therein.

By-law to increase maximum amount.

Règlement exempté des cotisations, etc.

36. Tant qu'un règlement en vertu de l'article 31 est en vigueur, aucune fédération ou fédération spécialisée affiliée à l'association accréditée, aucun syndicat ou aucun syndicat spécialisé membre d'une telle fédération et aucun producteur membre d'un tel syndicat ou syndicat spécialisé ne sont tenus de verser une cotisation, un droit d'entrée ou une contribution exigible en vertu de la Loi des syndicats professionnels ou d'un règlement adopté en vertu de ladite loi.

36. While a by-law under section 31 is in force, no federation or specialized federation affiliated with a certified association, no syndicate or specialized syndicate which is a member of such a federation, and no producer who is a member of such a syndicate or specialized syndicate is bound to pay an assessment, entrance fee or contribution exigible under the Professional Syndicates Act or any by-law passed under the said act.

No liability to pay while by-law in force.

SECTION IX

PERCEPTION

Perception et remise.

37. Tout office de producteurs doit, en même temps qu'il perçoit d'un producteur ou de toute personne pour le compte d'un producteur les deniers exigibles sous l'autorité du sous-paragraphe *h* de l'article 21 et du sous-paragraphe *b* de l'article 47 de la Loi des marchés agricoles

DIVISION IX

COLLECTION

37. Every producers' board must, when it collects from a producer or from any person acting on behalf of a producer the moneys exigible under subparagraph *h* of section 21 and paragraph *b* of section 47 of the Agricultural Marketing Act, collect and remit to the certified

Collection and remittance.

percevoir et remettre à l'association accréditée la cotisation déterminée suivant l'article 31. Il doit aussi remettre à l'association accréditée un rapport mentionnant les noms des producteurs qui ont été cotisés et le montant de chaque cotisation.

Respon-
sabilité.

À défaut de se conformer à l'alinéa précédent, tout office est responsable envers l'association accréditée du montant des cotisations qu'il aurait dû percevoir.

Retention
et remise
des
deniers.

38. Toute personne qui est tenue de retenir des deniers d'un producteur en vertu de la Loi des marchés agricoles, d'un règlement adopté par la Régie conformément à l'article 44a de ladite loi, d'une convention dûment homologuée ou d'une sentence arbitrale, doit, en même temps qu'elle retient ces deniers d'un producteur, retenir et remettre à l'office les cotisations déterminées suivant l'article 31. Cette personne doit aussi remettre à l'office un rapport mentionnant les noms des producteurs cotisés et le montant de chaque cotisation.

Respon-
sabilité.

À défaut de se conformer à l'alinéa précédent, toute personne est personnellement responsable envers l'office et l'association accréditée du montant des cotisations qu'elle aurait dû retenir.

Retenue
des cotisa-
tions à la
valeur
des
produits.

39. À la demande de l'association accréditée, la Régie peut, par ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée, obliger toute personne, autre qu'un consommateur, qui achète ou reçoit d'un producteur un produit agricole non commercialisé, à retenir, à même le prix ou la valeur du produit qui doit être versé au producteur, le montant de la cotisation fixé conformément à l'article 31 et à le remettre à l'association accréditée, à l'époque et de la façon prescrite par cette ordonnance, avec un rapport mentionnant le nom et l'adresse du producteur de qui cette cotisation a été retenue et les autres renseignements visés par l'ordonnance.

Respon-
sabilité.

Toute personne qui néglige de se conformer à l'alinéa précédent devient personnellement responsable envers l'association accréditée des montants qu'elle aurait dû retenir.

association the assessment determined under section 31. It must also remit to the certified association a report mentioning the names of the producers assessed and the amount of each assessment.

Failing compliance with the preceding paragraph, every board is liable to the certified association for the assessments it should have collected.

Liability
failing
com-
pliance.

38. Every person required to withhold moneys from a producer under the Agricultural Marketing Act, a by-law passed by the Board in accordance with section 44a of the said act, an agreement duly homologated or an arbitration award must, at the same time as he withholds such moneys from a producer, withhold and remit to the Board the assessments determined under section 31. Such person must also remit to the Board a report mentioning the names of the producers assessed and the amount of each assessment.

With-
holding
and
remitting
assess-
ments,
etc.

Failing compliance with the preceding paragraph, every person is personally liable to the Board and the certified association for the amount of the assessments he should have withheld.

Liability
failing
com-
pliance.

39. At the request of the certified association the Board may, by an order which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date indicated therein, compel any person other than a consumer, who buys or receives from a producer an unmarketed farm product, to withhold from the price or value of such product to be paid to the producer, the amount of the assessment fixed in accordance with section 31 and remit it to the certified association at the time and in the manner prescribed in such order, along with a report mentioning the name and address of the producer from whom such assessment was withheld and the other information contemplated in such order.

With-
holding
upon
purchase
of
product.

Any person neglecting to comply with the preceding paragraph shall become personally liable to the certified association for amounts he should have withheld.

Liability
for non-
com-
pliance.

Exemption.

40. La Régie peut, aux conditions et pour la durée qu'elle détermine par ordonnance, exempter, en tout ou en partie, une personne ou un office de l'application des articles 37, 38, 39 et 41 lorsqu'un producteur est assujéti à plus d'un plan conjoint ou lorsqu'il est assujéti à un plan conjoint et est en même temps engagé dans la production d'un produit agricole non commercialisé.

40. The Board may, upon such conditions and for such time as it determines by order, exempt, in whole or in part, any person or board from the application of sections 37, 38, 39 and 41 whenever a producer is subject to more than one joint plan or to a joint plan and is at the same time engaged in the production of an unmarketed farm product.

Exemption.

Registres des produits achetés.

41. Toute personne visée par les articles 38 et 39 doit tenir un registre mentionnant la date d'achat et de réception et la quantité de produits commercialisés ou, le cas échéant, de produits agricoles non commercialisés, le nom et l'adresse du producteur qui lui a livré ce produit, les sommes qui reviennent à ce producteur et tout autre renseignement déterminé par ordonnance de la Régie.

41. Every person contemplated by sections 38 and 39 shall keep a register mentioning the date of purchase and receipt and the quantity of the marketed products or, as the case may be, non-marketed farm products, the name and address of the producer who delivered such product to him, the amounts remitted to such producer and any other information determined by order of the Board.

Registers for products purchased.

Registres des cotisations.

42. L'association accréditée doit tenir de la façon approuvée par la Régie, des registres mentionnant le nom de tous les producteurs pour lesquels elle a reçu des cotisations au cours d'une année. Au plus tard dans les trois mois suivant la fin de son exercice financier, l'association accréditée doit, le cas échéant, remettre au producteur tout montant qu'elle a reçu pour son compte au cours de l'année précédente et qui excède le montant de la cotisation fixé en vertu de l'article 31.

42. The certified association shall keep, in the manner approved by the Board, registers mentioning the name of all the producers with respect to whom it received assessments during any year. Within three months from the end of its fiscal year, the certified association must, if need be, remit to the producer any amount it received on his behalf during the preceding year and which exceeds the amount of the assessment fixed under section 31.

Registers for assessments.

SECTION X

INSPECTION

Droit d'examen, etc.

43. Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs et les enquêteurs de la Régie peuvent pénétrer dans les établissements et les locaux servant à la production et à la mise en marché d'un produit agricole et leurs dépendances, examiner les produits qui s'y trouvent, exiger la production des livres, registres et documents relatifs à cette production et à cette mise en marché et requérir à ce sujet de même que sur toute matière faisant l'objet de la présente loi, tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire.

Renseignements confidentiels.

Tout renseignement obtenu en vertu du présent article doit être tenu confidentiel,

DIVISION X

INSPECTION

43. In the discharge of their duties, the inspectors and investigators of the Board may enter establishments and premises used for the production and marketing of any farm product, and their dependencies, examine the products found therein, require the production of the books, registers and documents relating to such production and marketing, and require, in relation thereto and to any matter which is the subject of this act, any other information considered useful or necessary.

Rights of inspectors, etc.

All information obtained under this act must be deemed confidential and used

Information confidential.

utilisé exclusivement pour les fins de la Régie et divulgué seulement sur l'ordre d'un tribunal; cependant, la Régie peut communiquer à l'association accréditée tout renseignement qu'elle juge nécessaire à l'exercice des recours que l'association accréditée a droit d'exercer.

solely for the purposes of the Board and revealed only on the order of a court; but the Board may communicate to a certified association any information it considers necessary for the exercise of the recourses which a certified association is entitled to exercise.

Pouvoirs
d'un com-
missaire.

44. Pour les fins de ses enquêtes et inspections, la Régie, ses membres et les inspecteurs et enquêteurs à son service sont investis de tous les pouvoirs attribués à un commissaire par la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

44. For the purposes of the Board's inquiries and inspections, its members and the inspectors and investigators in its service shall have all the powers granted to commissioners by the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

Powers of
investi-
gation.

Manoeuvres
inter-
dites.

45. Il est interdit d'entraver, de quelque façon que ce soit, un inspecteur ou un enquêteur de la Régie dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper ou de tenter de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses ou mensongères, de refuser de lui déclarer ses nom, prénoms et adresse ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la loi, des règlements ou ordonnances de la Régie.

45. It is forbidden to hinder an inspector or investigator of the Board in any way in the performance of his duties, to mislead or try to mislead him by concealment or by misrepresentation, to refuse to tell him one's surname, given names and address or neglect to obey any order he may give under the law or the regulations of the Board.

Practices
prohib-
ited.

Certificat.

Cet inspecteur ou enquêteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat, signé par le président de la Régie, attestant sa qualité.

Such inspector or investigator, if so required, shall produce a certificate, signed by the president of the Board, attesting his authority.

Certi-
ficate.

SECTION XI

LA RÉGIE

Droit
d'arbi-
trage,
etc.

46. Outre les autres pouvoirs que lui confère la présente loi, la Régie peut arbitrer, décider, concilier, ou régler tout différend survenant à l'occasion ou dans le cours de l'application de la présente loi entre l'association accréditée et les producteurs, syndicats, syndicats spécialisés, fédérations, fédérations spécialisées, offices ou les personnes engagées dans la mise en marché d'un produit agricole ou entre l'une ou l'autre de ces personnes ou organismes, si le différend porte sur l'une ou l'autre des matières suivantes:

a) le droit d'un producteur d'adhérer ou de ne pas adhérer au syndicat ou syndicat spécialisé de son choix conformément à l'article 2;

b) le droit d'un syndicat ou syndicat spécialisé d'adhérer ou de ne pas adhérer

DIVISION XI

THE BOARD

46. In addition to the other powers conferred upon it by this act, the Board may arbitrate, decide, conciliate or settle any dispute arising on account or in the course of the application of this act between the certified association and the producers, syndicates, specialized syndicates, federations, specialized federations, bureaux or the persons engaged in the marketing of a farm product or between any of such persons or bodies, if the dispute relates to any of the following matters:

(a) the right of a producer to belong or not to belong to a syndicate or specialized syndicate of his choice in accordance with section 2;

(b) the right of a syndicate or specialized syndicate to belong or not to belong to a

Rights to
arbitrate,
etc., dis-
putes.

à une fédération ou fédération spécialisée conformément à l'article 4;

c) le droit d'un syndicat spécialisé d'adhérer à l'association accréditée conformément à l'article 56;

d) le statut de producteur d'une personne au sens du paragraphe *j* de l'article 1;

e) l'obligation d'une personne ou d'un organisme de retenir des cotisations conformément aux articles 37, 38 et 39;

f) les remises auxquelles un producteur peut avoir droit en vertu de l'article 42.

Décision finale.

Toute décision rendue par la Régie en vertu du premier alinéa du présent article est finale et lie les intéressés.

Conciliateur.

La Régie peut charger un conciliateur de conférer avec les parties en vue d'en arriver à une entente concernant tout différend survenant à l'occasion ou dans le cours de l'application de la présente loi que ce différend porte ou non sur les matières visées au premier alinéa.

Immunité.

47. La Régie, ses membres et ses employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions en vertu de la présente loi.

Révision des décisions, etc.

48. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente loi,

a) les décisions de la Régie ne peuvent être révisées que par la Régie elle-même après qu'elle a donné aux parties l'occasion d'être entendues;

b) aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Régie ou les membres de la Régie agissant en leur qualité officielle;

c) les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Régie non plus qu'à ses membres agissant en leur qualité officielle.

Annulation de bref, etc.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent sur requête annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre du présent article ou de l'article 47.

federation or specialized federation in accordance with section 4;

(c) the right of a specialized syndicate to belong to a certified association in accordance with section 56;

(d) the status of producer of a person within the meaning of paragraph *j* of section 1;

(e) the obligation of a person or body to withhold assessments in accordance with sections 37, 38 and 39;

(f) the remittances to which a producer may be entitled under section 42.

Every decision rendered by the Board under the first paragraph of this section is final and shall be binding upon the interested parties.

The Board may instruct a conciliation officer to meet the parties with a view to effecting an agreement respecting any dispute arising on account or in the course of the application of this act, whether such dispute relates or not to the matters contemplated in the first paragraph.

47. The Board and its members and employees cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions under this act.

48. Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act,

(a) decisions of the Board shall be revised only by the Board itself after it has given the parties an opportunity to be heard;

(b) no extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Board or its members acting in their official capacity;

(c) article 33 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Board or to its members acting in their official capacity.

Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to this section or to section 47.

Détermination de qualité de producteur.

49. Lorsqu'une personne est à la fois producteur et engagée dans la mise en marché d'un produit agricole, la Régie peut, après lui avoir fourni ainsi qu'à l'association accréditée l'occasion d'être entendues, déterminer si cette personne doit être considérée comme producteur aux fins de la présente loi.

49. When a person is at the same time a producer and engaged in the marketing of a farm product, the Board may, after giving him and the certified association an opportunity to be heard, determine whether such person must be considered a producer for the purposes of this act.

Determining whether person considered producer.

Critères considérés.

50. Aux fins de l'article 49, la Régie doit tenir compte de toutes les circonstances et plus particulièrement de l'importance que revêt dans le cas de cette personne la production par rapport aux opérations de mise en marché dans lesquelles elle est engagée, du fait que la production de cette personne fait partie intégrante ou non d'une entreprise commerciale qu'elle exploite, du volume des produits agricoles mis en marché, de l'intérêt général des producteurs, de l'équité, des avantages directs ou indirects que cette personne retire des activités de l'association accréditée et des avantages et des inconvénients qui peuvent découler du fait que cette personne soit considérée ou non comme producteur aux fins de la présente loi.

50. For the purposes of section 49, the Board must take into account the circumstances and more particularly the importance, in the case of this person, of production in relation to the marketing operation in which he is engaged, of the fact that the production of such person is or is not an integral part of a commercial enterprise which he operates, of the volume of farm products marketed, of the general interest of the producers, equity, direct or indirect benefits that such person derives from the certified association and of the benefits and inconveniences which may arise from the fact that such person is or is not considered a producer for purposes of this act.

Criteria to be taken into account.

Renseignements à fournir.

51. Tout producteur, office, syndicat, syndicat spécialisé, toute fédération ou fédération spécialisée et toute association ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché d'un produit agricole doit transmettre à la Régie, dans le délai déterminé par cette dernière, tout renseignement qu'elle demande relatif à l'application de la présente loi.

51. Every producer, bureau, syndicate, specialized syndicate, federation or specialized federation, every association and every person engaged in the marketing of a farm product must send to the Board, within a delay determined by such Board, any information that it requests respecting the application of this act.

Information to Board.

SECTION XII

INFRACTIONS

Infraction et peine.

52. Quiconque use d'intimidation ou de menace pour amener une personne à devenir membre d'un syndicat ou d'un syndicat spécialisé, à s'en abstenir ou à cesser d'être membre, commet une infraction et est passible sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende d'au plus \$1,000.

52. Any person who uses intimidation or threats to induce a person to become a member of a syndicate or specialized syndicate, to refrain from becoming or cease to be a member, is guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, to a fine of not more than one thousand dollars in addition to costs.

Offence and penalty.

Idem.

53. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi, des règlements de l'association accréditée, des règlements ou

53. Any person contravening any provision of this act, the by-laws of a certified association, the regulations or order

Idem.

d'une ordonnance de la Régie est passible sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$500 pour la première infraction, et de \$1,000 pour toute récidive dans les deux ans.

Directeur,
etc., cou-
pable de
l'infraction.

54. Dans le cas où une infraction est commise par une corporation ou une association, tout directeur, administrateur, gérant ou officier qui, de quelque manière, approuve l'acte qui constitue l'infraction ou y acquiesce, est coupable de cette infraction.

Id., com-
plice.

Est coupable de l'infraction au même titre que la personne qui la commet toute personne qui aide à commettre une infraction ou conseille de la commettre.

Disposi-
tions
applica-
bles.

55. La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35), s'applique aux poursuites intentées en vertu de la présente loi.

of the Board is liable, upon summary proceeding, to a fine of five hundred dollars for the first offence and one thousand dollars for each subsequent offence committed within two years, and costs.

54. When an offence is committed by a corporation or an association, every director, administrator, manager or officer who in any manner approves the act constituting the offence or acquiesces therein, is guilty of such offence.

Director,
etc.,
guilty of
offence.

Every person who assists in the commission of an offence or advises to commit it is guilty of the offence in the same manner as the person who commits it.

Id., by
person
assisting.

55. Part II of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) shall apply to proceedings instituted under this act.

Provisions
to apply.

SECTION XIII

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Adhésion
directe
à l'asso-
ciation.

56. Les syndicats spécialisés qui, soit à cause des fins particulières qu'ils poursuivent, soit pour toute autre raison jugée majeure par la Régie, ne peuvent faire partie d'une fédération spécialisée peuvent adhérer directement à l'association accréditée aux conditions déterminées par la Régie.

Disposi-
tions
applica-
bles.

Dans le cas visé à l'alinéa précédent, les articles de la présente loi qui visent une fédération spécialisée s'appliquent *mutatis mutandis* à ces syndicats spécialisés.

56. The specialized syndicates which, either because of the special objects they pursue or for any other reason considered significant by the Board, cannot be members of a specialized federation, may directly belong to the certified association upon the conditions determined by the Board.

Right to
directly
belong
to asso-
ciation.

In the case contemplated in the preceding paragraph, the sections of this act contemplating a specialized federation shall apply *mutatis mutandis* to such specialized syndicates.

Provisions
to apply.

Applica-
tion de
la loi.

57. Le ministre de l'agriculture et de la colonisation est chargé de l'application de la présente loi.

57. The Minister of Agriculture and Colonization shall have charge of the application of this act.

Applica-
tion of
act.

Entrée en
vigueur
(18 sept.
1972, G.O.
p. 8692).

58. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

58. This act shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in council.

Coming
into force
(sept. 18,
1972, O.G.
p. 8692).